

Modes d'accueil de l'enfant, quel choix ?

Les modes d'accueil des 2,2 millions d'enfants de moins de 3 ans participent largement de l'aide à la parentalité. La création de nouvelles structures et la formation de personnels qualifiés pour les faire fonctionner sont indispensables.

Marie-Claude Leroux*

La France dispose d'un dispositif d'accueil diversifié pour les 2,2 millions d'enfants de moins de 3 ans.^{1,2} L'accueil de la petite enfance se caractérise par un large éventail, qui va de la garde au domicile par l'un des parents avec ou non un soutien financier public, à l'accueil chez une assistante maternelle agréée ou dans une structure collective. Mais le choix ne relève pas de la seule volonté des ou du parent(s).

L'accueil collectif concerne tout au plus 10 % des jeunes enfants. Ce taux est toutefois plus élevé dans les grandes villes et en région parisienne où il atteint jusqu'à 27 %. Ainsi, pour 9 parents sur 10, le choix se résume à l'assistante maternelle ou la garde par eux-mêmes complétée ou non par un accueil chez une assistante maternelle, en halte-garderie ou chez les grands-parents.

Seuls les parents des grandes villes peuvent réellement envisager l'accueil dans une crèche collective, et c'est principalement le choix qu'ils font 7 fois sur 10 en région parisienne. Leurs motivations principales sont que la crèche offre la garantie d'un équipement adapté, d'un personnel qualifié, d'une surveillance médicale, d'un projet éducatif construit où l'enfant en sécurité peut réaliser ses acquisitions dans un espace relationnel multiple pour appréhender au mieux, le moment voulu, la scolarisation en maternelle.

Aussi de nombreux parents sont déçus lorsque leur demande de place en crèche ne peut recevoir satisfaction « faute de place disponible ». Ils doivent alors se tourner vers un choix contraint de 2^e intention qui est le plus souvent l'assistante maternelle. La déception passée, les parents sont généralement satisfaits. Reste que la somme qu'ils doivent verser est plus élevée. Cet aspect peut être dissuasif pour les couples à faibles revenus ou

pour un parent isolé qui doit faire un autre « non-choix » : garder soi-même son enfant ou trouver quelqu'un de la famille, une amie ou une nourrice non agréée.

Pour créer les conditions d'un réel choix du mode d'accueil, il faut non seulement poursuivre les aides aux familles, mais certainement aussi poursuivre la politique de création de places d'accueil : crèches, « multi-accueils ». Cette politique de création initiée par les précédentes conférences de la famille doit se poursuivre pour que, à terme, existent autant de possibilités d'accueil de type familial que de type collectif.

De plus, ces accueils doivent s'adapter aux attentes et aux contraintes des familles, avec des accueils à horaires décalés, la possibilité d'accueil d'urgence.

La politique de conciliation vie professionnelle-vie familiale est une exigence sociale, non contestable et les pouvoirs publics ne s'y sont pas trompés en faisant de la création de struc-

* Service départemental de protection maternelle et infantile du Val-de-Marne, 94011 Créteil. Courriel : marie-claude.leroux@cg94.fr

tures une de leurs priorités lors des derniers enjeux électoraux.^{1,3}

QUEL EST LE MEILLEUR CHOIX ?

Ou plutôt, quelles sont les conditions à remplir pour que le mode d'accueil soit de qualité ? En effet, aucun travail scientifique n'a pu démontrer que l'enfant élevé par sa mère au foyer se

développait mieux que l'enfant dont la mère travaillait à l'extérieur. Aucune étude n'a prouvé qu'un accueil familial était préférable à un accueil collectif et que la scolarité et les apprentissages étaient meilleurs dans un cas que dans l'autre.^{4,5}

Chaque famille, chaque enfant a une histoire singulière et le choix est

orienté par de nombreux paramètres personnels, familiaux et sociaux.^{6,7}

Aujourd'hui, les professionnels ne privilégient pas un mode d'accueil, mais ils s'accordent sur les recommandations qui suivent. L'enfant doit bénéficier d'un accueil personnalisé ; d'une permanence des repères dans son quotidien ; d'une réponse à ses

Les divers modes d'accueil et les aides de la Caisse d'allocations familiales

ACCUEILS INDIVIDUELS

Les assistantes maternelles agréées accueillent à leur domicile des mineurs moyennant rémunération. L'agrément délivré par le service de PMI (service non personnalisé du conseil général) précise le nombre d'enfants accueillis. Il est limité à 3 enfants accueillis simultanément. Une assistante maternelle ne peut accueillir plus de 3 enfants âgés de moins de 3 ans (y compris les siens).

La participation des familles est fixée librement entre les parents et l'assistante maternelle qui doivent établir un contrat.

La crèche familiale regroupe des assistantes maternelles sous la direction d'une puéricultrice ou d'une éducatrice de jeunes enfants. La participation financière des parents est équivalente à celle qui est demandée en crèche collective et tient compte des ressources familiales.

La garde au domicile des parents est assurée par des employées de maison rémunérées directement par les parents ou des services ou personnes le plus souvent gérés par des associations.

ACCUEILS COLLECTIFS

Les crèches collectives d'une capacité de 20 à 60 berceaux (exceptionnellement 80) sont placées sous la responsabilité

d'une puéricultrice, ou d'une éducatrice de jeunes enfants pour les capacités inférieures à 40 places. La prise en charge des enfants est assurée par une équipe pluridisciplinaire. La participation des parents tient compte de leurs revenus.

Les haltes-garderies accueillent les enfants de manière occasionnelle dans la semaine. Actuellement, elles réservent des places pour des accueils plus réguliers et plus longs et deviennent ainsi des « multi-accueils » pour mieux s'adapter aux attentes des familles.

Les crèches parentales d'une capacité inférieure à 25 berceaux sont gérées par des associations. Les parents participent pour partie au fonctionnement de la crèche.

AIDES

La Caisse d'allocations familiales participe largement à la création et au fonctionnement des crèches collectives, familiales, des haltes-garderies et des « multi-accueils ».

Sa politique familiale est de soutenir financièrement les familles dans leur choix de travailler à l'extérieur, et ainsi de concilier vie professionnelle et vie familiale, ou de garder leurs enfants eux-mêmes.

La PAJE (prestation accueil du jeune enfant) avec les compléments de libre choix

d'activité et de libre choix de mode de garde a été mise en place en janvier 2004.

Le complément de libre choix d'activité (CLCA) est versé aux familles lorsqu'un parent arrête son activité professionnelle totalement ou à temps partiel. Ce droit est ouvert dès le 1^{er} enfant, à compter du mois de naissance ou du mois de fin de perception des indemnités de congés conventionnels post-natals ou des indemnités de congés payés, pour une durée de 6 mois ; pour les enfants de 2^e rang et suivants, la CLCA est versée jusqu'aux 3 ans de l'enfant. L'allocation versée est aujourd'hui de 339,94 euros par mois (pour un arrêt complet) sans conditions de ressources.

Le complément de libre choix du mode d'accueil est versé aux familles qui emploient une assistante maternelle agréée ou une personne à domicile pour assurer la garde de leur enfant. Il prend en charge : les cotisations sociales liées à l'emploi, totalement pour l'assistante maternelle, et environ 50 % pour la garde au domicile ; et partiellement la rémunération de la personne employée, en fonction de l'âge de l'enfant et des ressources de la famille.

Le montant peut ainsi varier de 151,78 à 354,19 euros par mois pour un enfant âgé de moins de 3 ans.

besoins élémentaires de sécurité, d'hygiène, et de soins; d'un milieu stimulant favorisant son éveil, sa motricité, développant son besoin de communiquer, d'expérimenter et d'éprouver ses compétences.

L'enfant accepte d'autant mieux la séparation et le mode d'accueil que ses parents, le plus souvent la mère, sont en accord avec leur choix ou tout au moins que leur ambivalence, et leur culpabilité se trouvent limitées; qu'un lien s'établit entre les parents et le (les) professionnels; et que l'enfant se sent investi et respecté.

L'application des recommandations impose des aménagements spécifiques à chacun des modes d'accueil.

La crèche⁶ avec son équipe pluridisciplinaire formée, dans les locaux adaptés doit s'attacher à établir un projet éducatif qui prévoit les conditions d'un accueil personnalisé et d'une permanence des références.

L'assistante maternelle offre plus naturellement une continuité dans les réponses aux besoins de l'enfant, si toutefois elle accueille un nombre limité d'enfants. Elle doit satisfaire à un certain nombre d'exigences (sécurité, conditions de santé et milieu d'épanouissement pour l'enfant), pour obtenir son agrément; mais aujourd'hui elle accueille un enfant sans formation particulière. Les connaissances dont elle dispose sont celles qu'elle a acquises dans sa vie familiale. Le statut des assistantes maternelles fait l'objet d'un projet de loi qui devrait être adopté très prochainement. Le texte prévoit « une formation de 60 à 120 heures pour les assistants maternels, dont 60 heures avant l'accueil d'un enfant ». Le texte stipule que les assistantes maternelles seront agréées notamment « au vu de leurs capacités éducatives ». En outre, les assistantes maternelles et les parents employeurs devront désormais obligatoirement signer un contrat écrit, qui était optionnel jusqu'à présent.

Quelques éléments chiffrés

D'après l'enquête « Modes de garde et d'accueil des enfants de moins de 7 ans », DREES, mai 2002.

Des études menées par la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) et par la Direction de la recherche des études de l'évaluation et des statistiques (DRESS) donnent les chiffres suivants:

- 235 756 places en modes d'accueil collectifs dont 143 583 places en crèches;
- 65 306 places en crèches familiales;
- 276 800 assistantes maternelles à la journée qui accueillent 1 ou 2 enfants, environ 350 000 enfants âgés de moins de 3 ans;
- par ailleurs 250 000 enfants âgés de 2 à 3 ans fréquentent partiellement l'école maternelle.

• Ainsi :

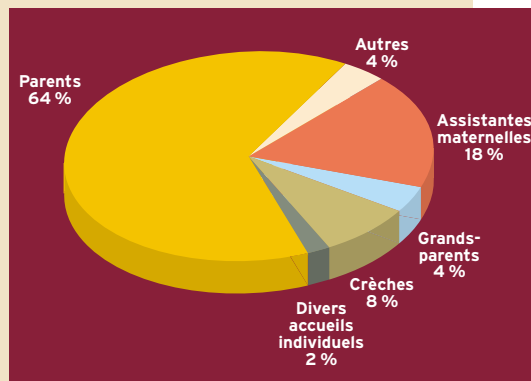
- Deux tiers des enfants sont principalement gardés par leurs parents;
- 18 % par une assistante maternelle;
- 8 % par une crèche;
- 4 % par les grands-parents.

• Une fois sur deux les parents font appel à un mode de garde subsidiaire.

- Sur une semaine du lundi au vendredi, mercredi compris, entre 8 et 18 heures, 75 % des enfants principalement confiés à une assistante maternelle sont également gardés par leurs parents pendant ces 10 heures; 12 % des enfants confiés principalement à leurs grands-parents sont, non seulement pendant ces 10 heures, pris en charge par leurs parents, mais aussi gardés dans un jardin d'enfants ou une halte-garderie.
- Lorsque l'accueil principal est réalisé par le parent, l'enfant est aussi confié quelques heures par semaine à une assistante maternelle ou des grands-parents.

• Seul 36 % des enfants de moins de 3 ans sont gardés exclusivement par leur(s) parent(s).

Lorsque le mode de garde principal est la crèche on observe que 14 % des parents font appel aux grands-parents également.



Tableau

L'assistante maternelle a un exercice professionnel particulier qui nécessite des aménagements pour concilier sa vie privée et sa vie professionnelle, sans que l'une déborde sur l'autre, et que les enfants accueillis aient l'espace pour se développer. Elle doit également trouver les moyens de rompre son isolement et fréquenter d'autres professionnels de la petite enfance au sein des associations d'assistantes maternelles ou dans les relais assistantes maternelles (RAM), et proposer ainsi des temps d'accueil collectif aux enfants accueillis.

Le lien entre les professionnels et les parents se construit plus aisément dans un mode d'accueil familial; mais, non médiatisé par une équipe comme en crèche, il peut devenir plus facilement conflictuel.

POUR CERTAINS ENFANTS UN CHOIX S'IMPOSE

Certaines situations particulières ont toutefois fait l'objet de monographies et d'études et invitent les professionnels de la petite enfance à recommander que l'enfant ayant un handicap

ou un environnement socio-éducatif défaillant soit au mieux accueilli en crèche collective ou familiale par une équipe pluridisciplinaire, et à l'inverse que l'enfant souffrant d'une pathologie chronique qui pourrait être aggravée par la répétition d'infection virales, soit accueilli dans un mode d'accueil familial.^{8,9}

Quel que soit le lieu où l'enfant est accueilli, les parents, le médecin traitant ou le médecin pratiquant dans un centre de protection maternelle et infantile (PMI) doivent savoir reconsidérer le mode d'accueil si leurs observations ou les manifestations pré-

sentées par l'enfant (tristesse, infections à répétition, ralentissement ou arrêt des acquisitions) semblent compromettre son développement.

Il n'est pas rare qu'un changement permette le retour du sourire de l'enfant et la reprise de son développement.

CONCLUSION

Les parents souhaitent trouver des réponses diverses à leurs demandes d'accueil de leurs jeunes enfants. Ils manifestent de plus en plus d'exigences vis-à-vis des réponses sociales qui peuvent leur être apportées,

mais parallèlement ils sont prêts à s'impliquer beaucoup plus dans la vie de leur enfant au sein des structures, ou dans les réunions proposées. Ils attendent des professionnels des conseils pour assurer au mieux leur rôle de parent.¹⁰

Ainsi les modes d'accueil participent largement de l'aide à la parentalité. Pour développer une politique familiale en phase avec la demande sociale, il semble indispensable de poursuivre le développement de nouvelles structures tout en formant les personnels qualifiés en nombre suffisant pour les faire fonctionner. ■

RÉFÉRENCES

1. **DRESS.** L'accueil collectif et en crèches familiales des enfants de moins de 6 ans en 2003. *DRESS* 2004 : 356.
2. **Leprince F.** L'accueil des jeunes enfants en France. État des lieux. Piste d'aménagement. Rapport du Haut Conseil de la population et de la famille, 2003.
3. **Leroux MC.** Modes d'accueil des jeunes enfants en France. *Aide Pédiatrie* 1999; (Suppl.) 3 : 611-4.
4. **Borne C.** Dialogue. Recherches cliniques et sociologiques sur le couple et la famille 2000; 147 : 3-45.
5. **Norvez A.** De la naissance à l'école. Le développement de l'enfant de 4 ans est-il significatif des modes de gardes antérieurs? *Travaux* et documents. Cahier n° 126 INED : 364-71, 1990.
6. **David M.** Soins maternels, soins professionnels *in* Le bébé, ses parents, leurs soignants. ERES 2001.
7. **Giampino S.** UNAF. Réalités familiales 2001 : 30-1.
8. **Floret D, Collet JP.** Le risque infectieux pour les enfants en crèche collectives et ses conséquences sociales. *Pédiatrie* 1994; Hygiène 1997 : vol. 3.
9. **Mauvais P.** Médecine & Enfance 2002 : 406-8.
10. **Boyer D.** Nouvelles questions, nouvelles approches (avec bibliographie conséquente). *Informations Sociales* 2002; 103 : 62-73.



Retrouvez
La Revue du Praticien
sur son site Internet
www.33docpro.com